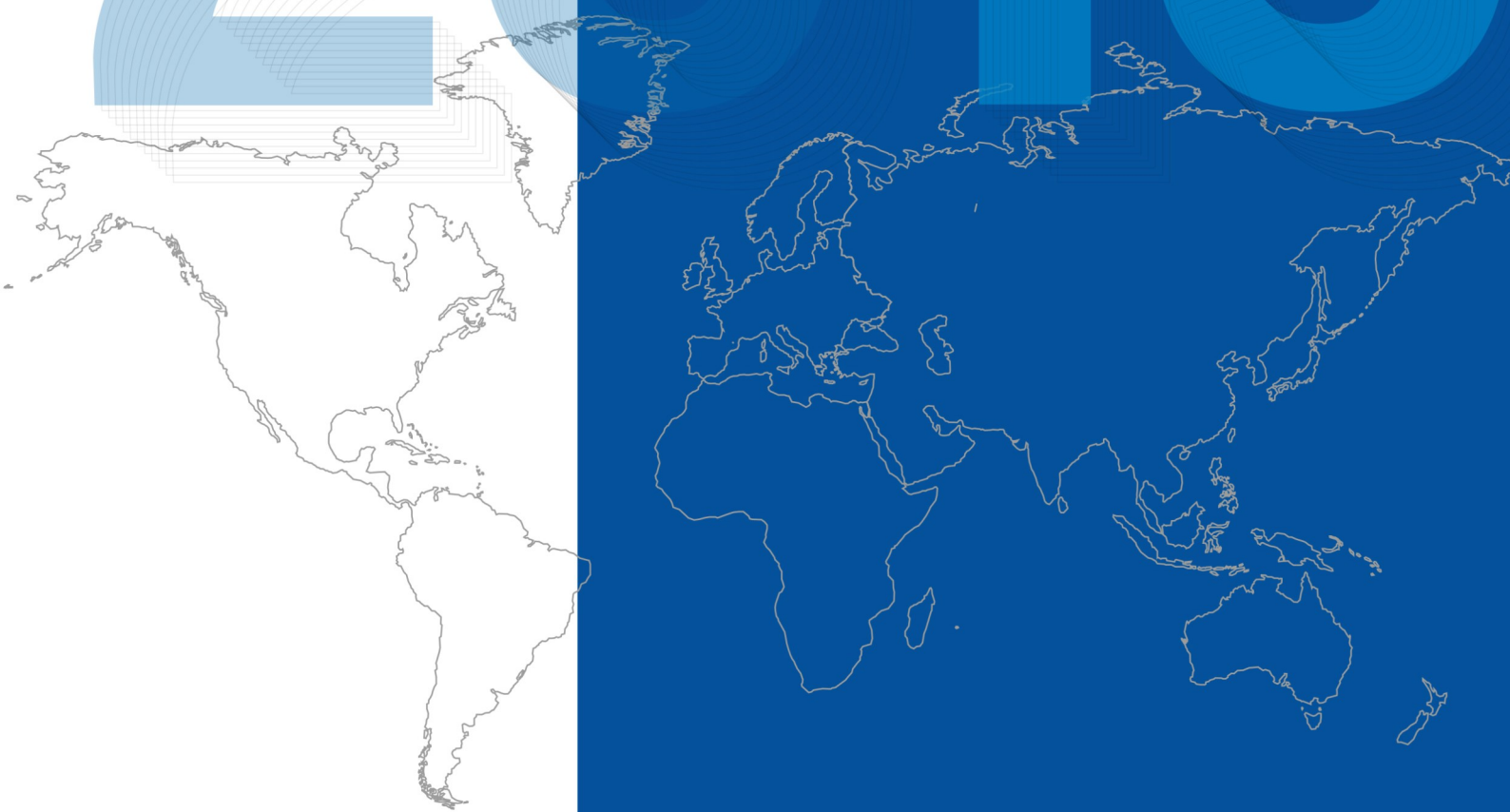


RAPPORT ANNUEL

APD  
20

L'AIDE PUBLIQUE  
AU DÉVELOPPEMENT  
2015

DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES  
FRANÇAISES





# SOMMAIRE

---

## SOMMAIRE

---

INTRODUCTION / P4

---

TENDANCES DE LA TÉLÉDÉCLARATION  
DE L'APD 2015 / P5

---

RÉPARTITION DE L'APD PAR NIVEAU DE  
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES / P8

---

RÉPARTITION DE L'APD PAR THÉMATIQUES  
ET PAR SECTEURS / P9

---

RÉPARTITION DE L'APD PAR COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES (EN EUROS) / P12

---

BÉNÉFICIAIRES DE L'APD 2015 PAR ZONES  
GÉOGRAPHIQUES ET PAR PAYS (EN EUROS) / P19

**C**haque année, il est demandé à toutes les collectivités territoriales françaises et leurs groupements, **au titre de l'article L. 1115-6 du Code général des collectivités territoriales**, de télédéclarer leur contribution à l'aide publique au développement : projets de coopération ou des jumelages, actions d'aide humanitaire ou d'urgence, subventions aux ONG et organisations internationales multilatérales. Les données sont déclarées en ligne entre avril et juin de chaque année sur le **site de la CNCD** (<http://www.cncd.fr>), administré par la **Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales** (MAEDI/DGM/DAECT).

Une **circulaire du secrétariat général de la CNCD** (Commission nationale de la coopération décentralisée) rappelle chaque année aux collectivités territoriales l'obligation de déclarer en ligne les données portant sur leurs versements au titre de l'aide publique au développement. **À noter que, depuis 2015, cette télédéclaration de l'APD est une condition d'octroi d'un cofinancement du MAEDI.**

Les résultats de cette télédéclaration sont ensuite pris en compte par la Direction générale du Trésor du ministère des Finances et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE dans le **Rapport annuel sur la coopération pour le développement** dans lequel apparaissent les montants des collectivités. Ils figurent également sur l'**Atlas français de la coopération décentralisée**. Ce recueil de données financières permet de valoriser l'effort des collectivités territoriales en matière d'aide au développement et leur contribution à l'APD mis en avant par la France.

## L'APD des collectivités territoriales françaises en 2015



Un montant total de **59,6 millions** d'euros en 2015.



**10 pays prioritaires** : Madagascar, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Bénin, Niger, Maroc, Territoires palestiniens, Vietnam et Haïti représentant à eux seuls **54,5 % de l'APD** des collectivités territoriales françaises.



Dès 2017, la DAECT publie un **rapport annuel** sur l'APD des collectivités territoriales françaises.

## Les cinq principaux secteurs de l'APD des collectivités



Eau et assainissement



Agriculture



Éducation et formation professionnelle



Gouvernance et société civile



Politique en matière de population, santé et fertilité

# TENDANCES DE LA TÉLÉDÉCLARATION DE L'APD 2015

L'aide publique au développement des collectivités territoriales françaises s'élève en 2015 à **59,6 millions d'euros**.

Depuis 2008, année à laquelle l'APD des collectivités a atteint un maximum inégalé depuis de 72 M€, on constate une diminution générale de 13 M€ en 7 ans (soit une baisse de 18 %), qui semble se stabiliser en 2015.

Il est important de noter **que les chiffres déclarés par les collectivités territoriales doivent être nuancés**. En effet, certaines collectivités n'ont pas satisfait à l'obligation de déclaration et les dépenses déclarées sont souvent sous-évaluées (ex : salaires des personnels en mission parfois non comptabilisés). On observe par ailleurs une sous-déclaration pour l'APD dans les pays émergents et une moindre déclaration des actions économiques dans les pays en développement. De plus, l'aide publique au développement est généralement déclarée par les directions des relations internationales des collectivités. Or, l'action extérieure vers les pays en développement est aussi déployée par d'autres services de ces collectivités, qui ne communiquent pas toujours les montants de ces projets à leurs directions des relations internationales. Enfin, le contexte actuel qui fait suite aux lois MAPTAM et NOTRe, ainsi qu'aux élections municipales en 2014, départementales et régionales en 2015, a impacté les stratégies relatives à l'aide publique au développement de tous les niveaux de collectivités.

L'estimation de la marge d'erreur de la déclaration APD des collectivités françaises était de 20 à 30 % en 2015. **L'ampleur de ce défaut de déclaration a conduit la DAECT à mener une relance insistante vers les collectivités dont l'action extérieure lui était connue** sans qu'elles aient pour autant déclaré leur APD. Par ailleurs, la DAECT a largement communiqué sur le fait que la déclaration APD des collectivités fait pleinement partie de l'APD déclarée par la France qu'elle vient compléter par son action au plus près des territoires, ainsi que sur le fait que cette télédéclaration devenait une condition d'octroi d'un cofinancement de projet par le MAEDI dans le cadre de ses appels à projets.

Le volume de l'APD recensé pour 2014 a ainsi été réévalué de 7,2 % suite à la relance faite aux collectivités d'octobre 2014 à janvier 2015. Cette réévaluation est probablement une raison du niveau de l'APD déclarée par les collectivités territoriales en 2016 pour leurs projets 2015.

Les principales collectivités territoriales contributrices à l'APD 2015 sont :

La ville de Paris :	10,8 % de l'APD
Le Conseil régional de Rhône-Alpes :	8,3 % de l'APD
Le Conseil régional d'Ile-de-France :	6,2 % de l'APD
Le Conseil régional de Picardie :	5,7 % de l'APD
Le Conseil régional de Provence Alpes Côte d'Azur :	4,2 % de l'APD
Le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France :	3,9 % de l'APD
Le Service public de l'assainissement francilien :	3,3 % de l'APD
Le Conseil régional de la Réunion :	3,0 % de l'APD
Le Conseil régional des Pays de la Loire :	2,9 % de l'APD
Le Conseil départemental des Hauts-de-Seine :	2,7 % de l'APD

(Voir la répartition de l'APD 2015 par collectivités territoriales (en euros), page 9)

Selon la zone géographique, les principaux pays bénéficiaires sont :

<b>Europe :</b>	<b>Arménie et Macédoine</b>
<b>Afrique du Nord :</b>	<b>Maroc et Tunisie</b>
<b>Afrique Orientale et Océan Indien :</b>	<b>Madagascar, Burundi, Seychelles, Comores</b>
<b>Afrique subsaharienne :</b>	<b>Sénégal, Mali, Burkina Faso, Bénin et Niger</b>
<b>Amérique du Nord, Centrale et Caraïbes :</b>	<b>Haïti, Cuba et Salvador</b>
<b>Amérique du Sud :</b>	<b>Chili et Brésil</b>
<b>Proche et Moyen-Orient :</b>	<b>Territoires palestiniens et Liban</b>
<b>Asie :</b>	<b>Vietnam, Laos, Cambodge, Chine et Inde</b>

(Voir la répartition de l'APD 2015 par pays (en euros), page 19)

En comparaison de l'année précédente, les flux de 2015 ont légèrement augmenté (+ 4,3 % par rapport à 2014). On constate :

- Une augmentation de **1 988 772 €** (soit 7,3 %) pour les conseils régionaux (48,7 % de l'APD) ;
- Une baisse de **288 551 €** (soit 2,3 %) pour les conseils départementaux (19,5 % de l'APD) qui peut être imputée aux élections départementales de 2015 ;
- Une augmentation de **1 401 955 €** (soit 21,6 %) pour les groupements, intercommunalités et métropoles (12,2 % de l'APD) qui peut s'expliquer par les nouvelles compétences qui leurs sont octroyées dans le cadre des lois MAPTAM (2014) et NOTRe (2015) ;
- Une légère baisse de **73 596 €** (soit 0,8 %) pour les villes de plus de 100 000 habitants (14,3 % de l'APD) que l'on peut imputer en partie aux transferts de certaines compétences vers les métropoles ;
- Une baisse de **575 397 €** (soit 19,7 %) pour les villes de moins de 100 000 habitants (3,4 % de l'APD).

La **loi Oudin-Santini** de 2005, relative à l'action extérieure des collectivités territoriales, a par ailleurs joué un rôle incitatif accru. Celle-ci permet aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale de financer, sur le budget des services publics de l'eau et de l'assainissement, des actions de coopération décentralisée, d'aide d'urgence ou de solidarité dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Le plafond des dépenses est fixé à 1 % des ressources affectées jusqu'ici à ces services, soit un total déclaré pour le secteur eau assainissement de **11 730 517 €** (19,7 % de l'APD).

La loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et solidarité internationale adoptée le 7 juillet 2014, va permettre d'étendre le dispositif du 1 % eau et assainissement au secteur des déchets. Désormais, « *les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes compétents en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages ou percevant la taxe ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères peuvent mener, dans la limite de 1 % des ressources affectées aux budgets de ces services, des actions de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire dans les domaines de la collecte et du traitement des déchets des ménages.* »

# TABLEAUX & GRAPHIQUES

TABLEAUX ET GRAPHIQUES  
DE L'APD 2015

## RÉPARTITION DE L'APD PAR NIVEAU DE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

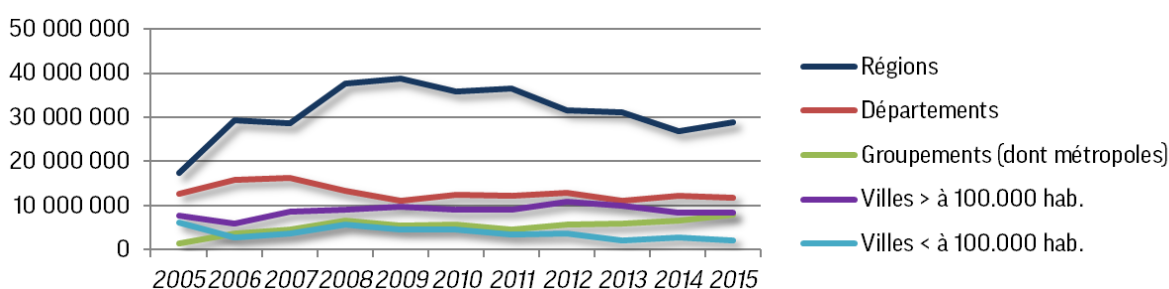
**T1** TABLEAU 1 / Nombre de collectivités territoriales ayant déclaré leur APD (2005-2015)

	Conseils régionaux	Conseils départementaux	Groupements (dont métropoles)	Villes	Total collectivités
2015	23	63	51	232	375
2014	24	50	44	155	273
2013	22	39	32	143	236
2012	21	50	45	147	263
2011	22	43	31	100	196
2010	19	46	56	265	386
2009	19	44	49	223	335
2008	22	58	56	357	493
2007	15	45	40	171	271
2006	21	51	35	184	291
2005	18	67	46	545	676

**T2** TABLEAU 2 / Montants de l'APD déclarés par année (2005-2015)

Année de déclaration	Montants déclarés de l'APD	
2015	59,6 M€	+ 4,3 %
2014	57,1 M€	- 5,1 %
2013	60,2 M€	- 7,5 %
2012	65,1 M€	- 1,2 %
2011	65,9 M€	- 2,3 %
2010	67,5 M€	- 3,5 %
2009	70 M€	- 2,7 %
2008	72 M€	+ 16 %
2007	62 M€	+ 8,7 %
2006	57 M€	+ 25 %
2005	45,5 M€	

**G1** GRAPHIQUE 1 / Courbe d'évolution de l'APD par niveau de collectivités territoriales depuis 2005 (en euros)





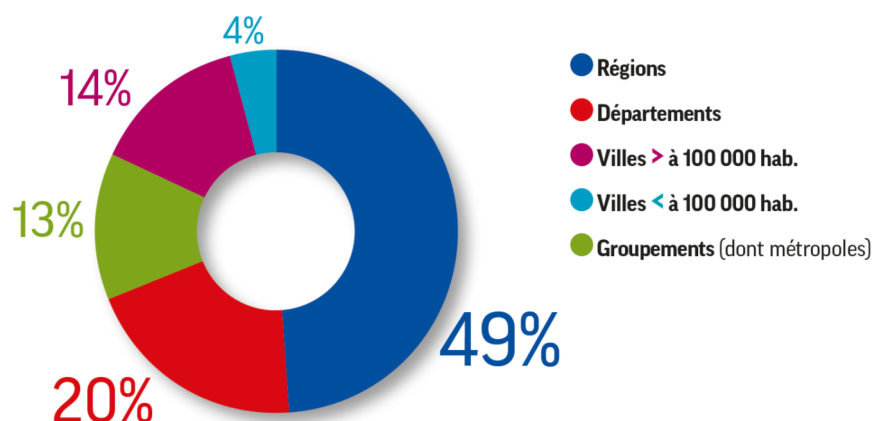
T3

**TABLEAU 3 / Répartition des dépenses d'APD par niveau de collectivités territoriales (2005-2015)** (en euros)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Régions	17 439 948	29 288 036	28 650 002	37 790 852	38 834 270	35 870 077	36 588 019	31 636 987	31 164 617	26 891 754 (47,1%)	28 880 526
Départe-	12 815 482	15 916 250	16 322 308	13 322 509	11 004 030	12 415 758	12 196 750	12 947 593	11 027 095	12 218 543	11 929 992
Groupements	1 356 699	3 581 116	4 561 261	6 519 557	5 397 636	5 636 320	4 472 848	5 720 351	5 837 933	6 472 719 (11,3%)	7 874 674
Villes sup.	7 703 111	6 025 092	8 804 382	9 140 473	9 827 623	9 043 429	9 251 742	10 950 182	10 016 463	8 575 732	8 502 136
Villes inf.	6 241 824	2 874 021	3 671 326	5 747 463	4 727 693	4 678 508	3 431 764	3 691 593	2 156 925	2 945 068	2 369 671
Total	45 557 064	57 684 515	62 009 279	72 520 854	69 791 252	67 644 092	65 941 123	65 108 406	60 203 033	57 103 816	59 556 999

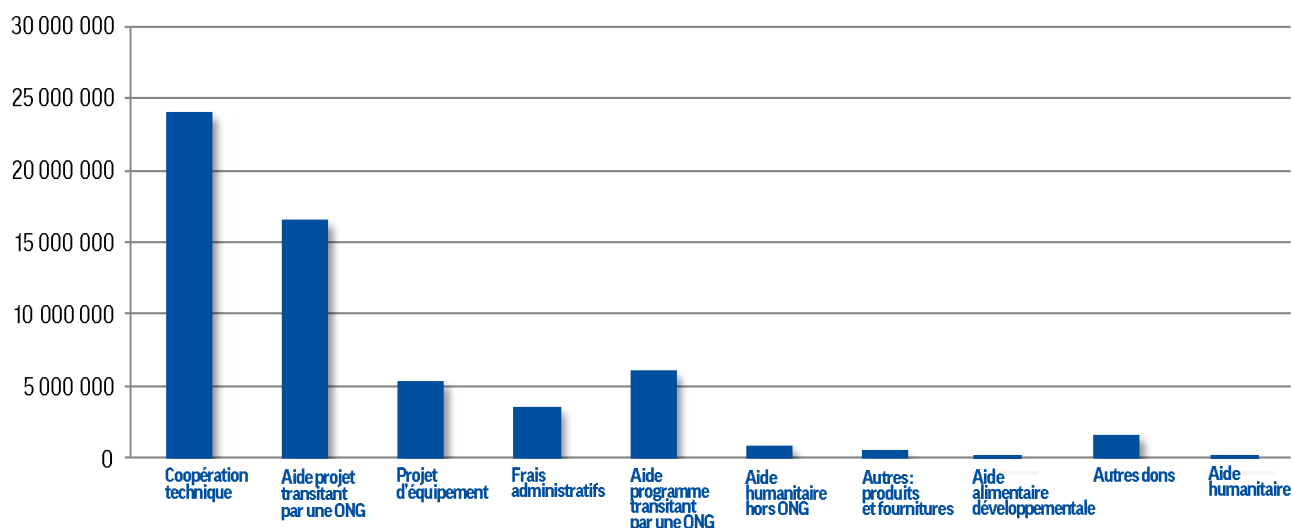
**GRAPHIQUE 2 / Répartition du volume de l'APD 2015 par niveau de collectivités territoriales (en %)**

G2



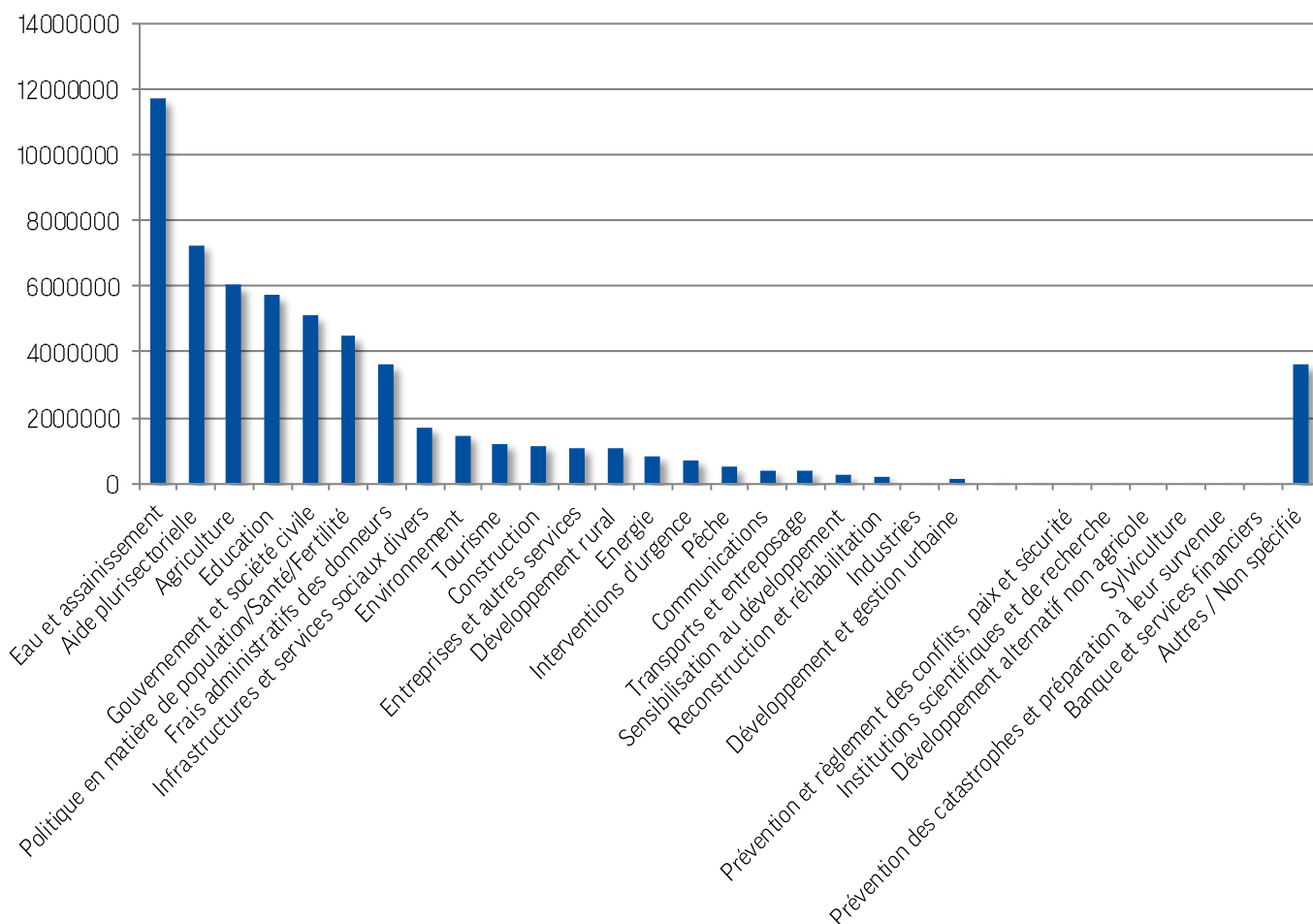
## RÉPARTITION DE L'APD PAR THÉMATIQUES ET PAR SECTEURS

G3

**GRAPHIQUE 3 / Répartition de l'APD 2015 par thématiques** (en euros)

**TABLEAU 4 / Répartition de l'APD 2015 par grandes thématiques (en euros)**

<b>Coopération technique</b>	<b>24 063 969</b>
<b>Aide projet transitant par une ONG</b>	<b>16 587 975</b>
<b>Projet d'équipement</b>	<b>5 442 691</b>
<b>Frais administratifs</b>	<b>3 643 730</b>
<b>Aide programme transitant par une ONG</b>	<b>6 146 032</b>
<b>Aide humanitaire (hors ONG)</b>	<b>959 742</b>
<b>Autres : Produits et fournitures</b>	<b>542 168</b>
<b>Aide alimentaire développementale</b>	<b>88 008,00</b>
<b>TOTAL BILATERAL</b>	<b>57 552 315</b>
<b>Autres dons</b>	<b>1 709 352,00</b>
<b>Aide humanitaire</b>	<b>20 000,00</b>
<b>TOTAL MULTILATERAL</b>	<b>1 729 352,00</b>
<b>Déclaration total APD 2015</b>	<b>59 556 999,00</b>

G  
4**GRAPHIQUE 4 / Répartition du volume de l'APD 2015 par niveau de collectivités territoriales (en %)**

T5

**TABLEAU 5 / Répartition de l'APD 2015 par secteurs (en euros)**

<b>Eau et assainissement</b>	<b>11 730 517,00</b>
<b>Aide plurisectorielle</b>	<b>7 293 969,00</b>
<b>Agriculture</b>	<b>6 049 674,00</b>
<b>Education</b>	<b>5 753 115,00</b>
<b>Gouvernement et société civile</b>	<b>5 123 729,00</b>
<b>Politique en matière de population/Santé/Fertilité</b>	<b>4 503 722,00</b>
<b>Frais administratifs des donateurs</b>	<b>3 643 730,00</b>
<b>Infrastructures et services sociaux divers</b>	<b>1 724 726,00</b>
<b>Environnement</b>	<b>1 490 916,00</b>
<b>Tourisme</b>	<b>1 238 189,00</b>
<b>Construction</b>	<b>1 161 658,00</b>
<b>Entreprises et autres services</b>	<b>1 113 824,00</b>
<b>Développement rural</b>	<b>1 083 095,00</b>
<b>Energie</b>	<b>849 641,00</b>
<b>Interventions d'urgence</b>	<b>727 890,00</b>
<b>Pêche</b>	<b>496 946,00</b>
<b>Communications</b>	<b>397 201,00</b>
<b>Transports et entreposage</b>	<b>382 020,00</b>
<b>Sensibilisation au développement</b>	<b>267 036,00</b>
<b>Reconstruction et réhabilitation</b>	<b>219 102,00</b>
<b>Industries</b>	<b>93 267,00</b>
<b>Développement et gestion urbaine</b>	<b>144 472,00</b>
<b>Aide alimentaire à des fins de développement/aide à la sécurité alimentaire</b>	<b>88 008,00</b>
<b>Politique commerciale et réglementations et ajustement lié au commerce</b>	<b>86 085,00</b>
<b>Prévention et règlement des conflits, paix et sécurité</b>	<b>81 790,00</b>
<b>Institutions scientifiques et de recherche</b>	<b>79 870,00</b>
<b>Développement alternatif non agricole</b>	<b>47 760,00</b>
<b>Sylviculture</b>	<b>15 500,00</b>
<b>Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue</b>	<b>12 750,00</b>
<b>Banque et services financiers</b>	<b>7 100,00</b>
<b>Autres / Non spécifié</b>	<b>3 649 697,00</b>
<b>Déclaration total APD 2015</b>	<b>59 556 999,00</b>

## RÉPARTITION DE L'APD PAR COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

T6

**TABLEAU 6 / Répartition de l'APD 2015 par conseils régionaux (en euros)**

Conseils régionaux (en 2015)	Déclaration total APD 2015
Conseil régional de Rhône-Alpes	4 955 040,00
Conseil régional d'Ile-de-France	3 687 523,00
Conseil régional de Picardie	3 431 126,00
Conseil régional de Provence Alpes-Côte d'Azur	2 526 619,00
Conseil régional de la Réunion	1 818 961,00
Conseil régional des Pays de la Loire	1 730 754,00
Conseil régional de Poitou-Charentes	1 570 637,00
Conseil régional Midi-Pyrénées	1 478 809,00
Conseil régional d'Aquitaine	1 104 730,00
Conseil régional du Centre	1 074 285,00
Conseil régional du Nord-Pas de Calais	1 028 430,00
Conseil régional Champagne-Ardenne	727 845,00
Conseil régional du Limousin	591 442,00
Conseil régional de Bretagne	541 079,00
Conseil régional de Bourgogne	536 477,00
Conseil régional de Basse Normandie	475 708,00
Conseil régional de Haute Normandie	383 320,00
Conseil régional d'Alsace	370 720,00
Conseil régional de Lorraine	352 401,00
Conseil régional de Franche-Comté	190 000,00
Conseil régional d'Auvergne	287 120,00
Conseil régional du Languedoc-Roussillon	17 500,00
<b>TOTAL</b>	<b>28 880 526,00</b>

T7

**TABLEAU 7 / Répartition de l'APD 2015 par conseils départementaux (en euros)**

Conseils départementaux	Déclaration total APD 2015
Conseil départemental des Hauts de Seine	1 648 394,00
Conseil départemental des Yvelines	1 466 716,00
Conseil départemental de la Réunion	922 500,00
Conseil départemental du Val-De-Marne	772 148,00
Conseil départemental du Nord	660 500,00
Conseil départemental de Loire-Atlantique	584 419,00
Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine	574 735,00
Conseil départemental de l'Essonne SCDRI	550 840,00

Conseil départemental de l'Ardèche	535 125,00
Conseil départemental de la Charente-Maritime	455 000,00
Conseil départemental de l'Isère	434 354,00
Conseil départemental de Seine Maritime	374 936,00
Conseil départemental du Finistère	301 164,00
Conseil départemental des Côtes d'Armor	279 332,00
Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	256 600,00
Conseil départemental des Bouches du Rhône	243 376,00
Conseil départemental du Pas de Calais	205 972,00
Conseil départemental de Saône-Et-Loire	150 000,00
Conseil départemental du Bas-Rhin	150 000,00
Conseil départemental de la Savoie	141 640,00
Conseil départemental de Gironde	122 398,00
Conseil départemental de l'Eure	111 900,00
Conseil départemental de l'Hérault	103 600,00
Conseil départemental de Haute Garonne	100 000,00
Conseil départemental de l'Allier	78 411,00
Conseil départemental de l'Aude	74 320,00
Conseil départemental du Haut Rhin	65 300,00
Conseil départemental du territoire de Belfort	64 468,00
Conseil départemental de l'Oise	62 720,00
Conseil départemental de Meurthe-Et-Moselle	62 500,00
Conseil départemental de Dordogne	58 866,00
Conseil départemental du Maine et Loire	53 220,00
Conseil départemental de Vendée	52 400,00
Conseil départemental de la Haute Saône	37 377,00
Conseil départemental de la Drôme	34 500,00
Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques	27 065,00
Conseil départemental du Doubs	26 650,00
Conseil départemental du Jura	25 500,00
Conseil départemental de l'Orne	16 200,00
Conseil départemental de l'Aisne	15 280,00
Conseil départemental de l'Indre	10 000,00
Conseil départemental du Lot et Garonne	6 166,00
Conseil départemental du Calvados	5 000,00
Conseil départemental de l'Aveyron	3 900,00
Conseil départemental du Loiret	2 500,00
Conseil départemental d'Indre et Loire	2 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>11 929 992,00</b>

## T8

**TABLEAU 8 / Répartition de l'APD 2015 par groupements (en euros)**

<b>Groupements (structures intercommunales)</b>	<b>Déclaration total APD 2015</b>
Syndicat des Eaux d'Ile-de-France	2 332 925,00
SIAAP (Service Public de l'Assainissement francilien)	1 996 386,00
Grand Lyon	910 000,00
Nantes Métropole	484 731,00
Communauté d'agglomération de Reims	301 684,00
Communauté d'agglomération de la Rochelle	226 055,00
Dunkerque Grand Littoral Communauté urbaine	198 401,00
Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise	192 270,00
Communauté d'agglomération d'Evry Centre Essonne	145 000,00
Bordeaux Métropole	142 016,00
Pays Vichy Auvergne	114 000,00
Grand Poitiers	109 735,00
Syndicat intercommunal Eau et Assainissement de Fontoy-Vallé de la	82 641,00
Communauté d'agglomération du Sud-Est Toulousain (Sicoval)	63 317,00
Syndicat mixte de Production d'Eau Fensch-Lorraine	59 926,00
Communauté d'agglomération Plaine commune	51 500,00
Communauté de communes Faucigny Glières	47 503,00
Syctom	46 885,00
Communauté d'agglomération du Pays Rochefortais	42 006,00
Communauté urbaine de Cherbourg	40 000,00
Communauté d'agglomération Caen la Mer	39 000,00
SDEA Bas Rhin	33 145,00
Brest métropole	31 601,00
Communauté d'agglomération de Saint-Omer	31 500,00
Communauté de l'agglomération Belfortaine	24 750,00
Syndicat mixte de Production d'Eau Potable de la Région de Caen	18 000,00
Communauté d'agglomération du territoire de la Côte Ouest	17 000,00
Communauté de communes Paimpol Goelo	16 690,00
Communauté d'agglomération de Montpellier	10 000,00
Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique	10 000,00
Communauté de communes du Plateau Briard	10 000,00
Communauté de communes du Val de Drôme	10 000,00
Communauté d'agglomération Amiens métropole	8 000,00
SIDEC Jura	8 000,00
Lille Métropole	6 900,00
Communauté de communes de Selestat et environs	4 803,00
Communauté de communes du Mieu de Bearn	4 000,00
Syndicat intercommunal des eaux de la Forêt de Paimpont	1 900,00
Communauté de communes des Aspres	1 344,00
Communauté de communes du Val de Boutonne	1 060,00
<b>TOTAL</b>	<b>7 874 674,00</b>

T9

**TABLEAU 9 / Répartition de l'APD 2015 par villes (en euros)**

Villes	Déclaration total APD 2015
Paris	6 438 615,00
Marseille	654 884,00
Montreuil-Sous-Bois	241 451,00
Nantes	226 699,00
Lille	195 672,00
Saint-Etienne	184 287,00
Toulouse	167 566,00
Rennes	154 045,00
Saint-Brieuc	133 703,00
Suresnes	129 570,00
Strasbourg	117 346,00
Cergy	95 310,00
Mantes la Jolie	92 420,00
Allonnes	91 900,00
Chatellerault	85 367,00
Besançon	83 900,00
Fontoy	82 641,00
Mulhouse	81 648,00
Ifs	81 500,00
Chevilly Larue	81 318,00
Chinon	79 413,00
Saint Herblain	74 500,00
Chambéry	70 000,00
Vienne	67 005,00
Albi	58 459,00
Ivry-Sur-Seine	51 001,00
Guyancourt	50 100,00
Auch	46 868,00
Saint Laurent Blangy	45 038,00
Lannion	45 000,00
Orléans	42 545,00
Panazol	40 740,00
Poitiers	36 500,00
Juvisy sur Orge	34 528,00
Colmar	34 000,00
Issy-Les-Moulineaux	26 000,00
Evry	25 000,00

<b>Boulogne-Billancourt</b>	22 000,00
<b>Gentilly</b>	21 700,00
<b>La Possession</b>	21 500,00
<b>Bouguenais</b>	21 160,00
<b>Aix-en-Provence</b>	21 000,00
<b>Belfort</b>	20 568,00
<b>Nancy</b>	20 200,00
<b>Bordeaux</b>	19 500,00
<b>Pontcharra</b>	18 080,00
<b>Niort</b>	18 000,00
<b>Ribeauville</b>	16 800,00
<b>Chalons en Champagne</b>	16 275,00
<b>Ramonville Saint Agne</b>	15 000,00
<b>Chaponost</b>	14 000,00
<b>Arcueil</b>	13 736,00
<b>Grenoble</b>	12 700,00
<b>Herouville Saint Clair</b>	12 649,00
<b>Enghien les Bains</b>	12 500,00
<b>Mondonville</b>	12 000,00
<b>Dreux</b>	11 478,00
<b>Arras</b>	10 204,00
<b>Cholet</b>	10 000,00
<b>Concarneau</b>	10 000,00
<b>Conches en Ouche</b>	10 000,00
<b>Seclin</b>	10 000,00
<b>Châteauroux</b>	9 610,00
<b>Lamballe</b>	8 940,00
<b>Checny</b>	8 300,00
<b>Grigny</b>	7 860,00
<b>Pezilla la Rivière</b>	7 855,00
<b>Fontenay sous Bois</b>	7 040,00
<b>Cerny</b>	7 000,00
<b>Grande-Synthe</b>	7 000,00
<b>Mouilleron le Captif</b>	7 000,00
<b>Marcy l'Etoile</b>	6 675,00
<b>Cachan</b>	6 500,00
<b>Limoges</b>	6 000,00
<b>Metz</b>	5 865,00
<b>Dijon</b>	5 500,00



Nanterre	5 191,00
Anglet	5 000,00
Bonneuil sur Marne	5 000,00
Coueron	5 000,00
Reims	5 000,00
Angoulême	4 500,00
La Bresse	4 350,00
Aiffres	4 169,00
Ermont	4 100,00
Lisses	4 000,00
Saint Esteve	4 000,00
Crêts en Belledone	3 962,00
Coulon	3 954,00
Le Séquestre	3 800,00
Lisieux	3 640,00
Montivilliers	3 560,00
Castres	3 500,00
Saint-Louis	3 500,00
Argentat	3 105,00
Colombelles	3 000,00
Crolles	3 000,00
Draveil	3 000,00
Lorient	3 000,00
Meudon	3 000,00
Orsay	3 000,00
Sierentz	3 000,00
Coutances	2 500,00
Saint Pierre d'Aurillac	2 500,00
Jouy en Josas	2 100,00
Blanquefort	2 000,00
Loriol sur Drome	2 000,00
Rillieux la Pape	2 000,00
Tregueux	1 900,00
Bourbon Lancy	1 500,00
Erstein	1 330,00
La Motte Chalancon	1 300,00
Communauté de communes de la Plaine de la Sauer et du Seltzbach	1 200,00
Le Pont de Claix	1 000,00
Saint Maximin	1 000,00

<b>Saint Roman en Gal</b>	<b>1 000,00</b>
<b>Tregastel</b>	<b>1 000,00</b>
<b>Bennwihr</b>	<b>925,00</b>
<b>Barr</b>	<b>907,00</b>
<b>Hochfelden</b>	<b>900,00</b>
<b>Rodez</b>	<b>800,00</b>
<b>Septemes les Vallons</b>	<b>600,00</b>
<b>Gemenos</b>	<b>500,00</b>
<b>Scherwiller</b>	<b>500,00</b>
<b>Schiltigheim</b>	<b>500,00</b>
<b>Donzere</b>	<b>450,00</b>
<b>Breux Jouy</b>	<b>400,00</b>
<b>Bavilliers</b>	<b>360,00</b>
<b>Saint Vallier</b>	<b>345,00</b>
<b>Breitenbach</b>	<b>330,00</b>
<b>Bergheim</b>	<b>300,00</b>
<b>Eguisheim</b>	<b>245,00</b>
<b>Berstheim</b>	<b>150,00</b>
<b>Pugny-Chatenod</b>	<b>100,00</b>
<b>Trevignin</b>	<b>100,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10 871 807,00</b>

T10

## BÉNÉFICIAIRES DE L'APD 2015 PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES ET PAR PAYS

<b>AFRIQUE DU NORD - TOTAL</b>	<b>3 902 350,00</b>
Maroc	1 986 888,00
Tunisie	1 078 158,00
Mauritanie	605 203,00
Algérie	348 948,00
<b>AFRIQUE ORIENTALE ET OCEAN INDIEN - TOTAL</b>	<b>9 572 962,00</b>
Madagascar	6 403 161,00
Burundi	679 611,00
Seychelles	579 938,00
Comores	527 860,00
Afrique du Sud	477 359,00
Maurice	440 957,00
Tanzanie	280 730,00
Rwanda	263 443,00
Kenya	251 115,00
Ethiopie	143 511,00
Mozambique	124 127,00
Zambie	2 611,00
Ouganda	1 670,00
Soudan	966,00
<b>AFRIQUE SUBSAHARIENNE - TOTAL</b>	<b>24 283 377,00</b>
Sénégal	5 779 161,00
Mali	3 795 343,00
Burkina Faso	3 657 695,00
Bénin	3 210 947,00
Niger	2 228 391,00
Cameroun	1 341 800,00
Togo	1 230 514,00
République démocratique du Congo	670 375,00
Guinée	646 820,00
Tchad	414 082,00
Cap Vert	295 400,00
Côte d'Ivoire	279 080,00
Congo, Rép.	274 166,00
Centrafricaine, Rép.	191 476,00
Gabon	105 826,00
Sierra Leone	83 200,00
Liberia	70 000,00
Ghana	7 610,00
Angola	1 491,00
<b>AFRIQUE - Régional (pays non précisés)</b>	<b>1 125 118,00</b>

<b>AMERIQUE DU NORD, CENTRALE et CARAÏBES - TOTAL</b>	<b>2 575 710,00</b>
Haïti	1 726 634,00
Cuba	342 316,00
Salvador	226 006,00
Mexique	184 295,00
Nicaragua	31 898,00
Costa Rica	28 636,00
Dominique	10 000,00
Honduras	9 600,00
Panama	6 490,00
Sainte-Lucie	5 840,00
Guatemala	3 415,00
Bélize	580,00
<b>AMERIQUE DU SUD - TOTAL</b>	<b>1 161 481,00</b>
Chili	397 421,00
Brésil	301 341,00
Pérou	149 199,00
Argentine	95 483,00
Colombie	68 100,00
Bolivie	44 697,00
Equateur	39 900 900,00
Venezuela	22 800,00
Paraguay	15 000,00
Uruguay	14 145,00
Amérique du Sud - Régional (pays non précisés)	13 395,00
<b>PROCHE ET MOYEN-ORIENT - TOTAL</b>	<b>3 460 028,00</b>
Territoires palestiniens	1 932 919,00
Liban	741 642,00
Syrie	269 601,00
Irak	224 719,00
Egypte	178 973,00
Yémen	45 506,00
Libye	29 142,00
Jordanie	20 814,00
Iran	16 712,00
Moyen-Orient - Régional (pays non précisés)	113 000,00
<b>EUROPE - TOTAL</b>	<b>2 506 587,00</b>
Arménie	1 274 618,00
Macédoine	342 642,00
Serbie	128 130,00
Turquie	89 219,00
Etats ex-Yougoslavie non spécifié	72 000,00
Géorgie	66 222,00

Moldavie	63 147,00
Ukraine	28 489,00
Albanie	21 900,00
Bélarus	10 089,00
Kosovo	6 550,00
Azerbaïdjan	2 500,00
Monténégro	900,00
Europe - Régional (pays non précisés)	400 181,00
<b>ASIE CENTRALE ET DU SUD - TOTAL</b>	<b>1 606 890,00</b>
Inde	804 386,00
Népal	714 866,00
Afghanistan	45 554,00
Sri Lanka	17 054,00
Kirghizistan	12 500,00
Bangladesh	9 012,00
Asie centrale - Régional (pays non précisés)	1 970,00
Kazakhstan	842,00
Ouzbékistan	706,00
<b>EXTREME ORIENT - TOTAL</b>	<b>5 853 638,00</b>
Vietnam	1 738 170,00
Laos	1 582 137,00
Cambodge	1 329 075,00
Chine	787 628,00
Indonésie	140 535,00
Extrême-Orient - Régional (pays non précisés)	80 875,00
Birmanie	70 552,00
Thaïlande	55 660,00
Malaisie	24 575,00
Mongolie	19 306,00
Corée, Rép. dém.	13 120,00
Asie - Régional (pays non précisés)	44 994,00
<b>OCEANIE - TOTAL</b>	<b>51 490,00</b>
Vanuatu	50 070,00
Cook, Îles	1 420,00
<b>PAYS EN DEVELOPPEMENT - Non spécifié</b>	<b>842 768,00</b>

**TOTAL****59 556 999,00**

T11

**TABLEAU 11 / Les 20 premiers pays bénéficiaires de l'APD 2015 (en euros)**

<b>1</b>	<b>Madagascar</b>	<b>6 403 161,00</b>
<b>2</b>	<b>Sénégal</b>	<b>5 779 161,00</b>
<b>3</b>	<b>Mali</b>	<b>3 795 343,00</b>
<b>4</b>	<b>Burkina Faso</b>	<b>3 657 695,00</b>
<b>5</b>	<b>Bénin</b>	<b>3 210 947,00</b>
<b>6</b>	<b>Niger</b>	<b>2 228 391,00</b>
<b>7</b>	<b>Maroc</b>	<b>1 986 888,00</b>
<b>8</b>	<b>Territoires palestiniens</b>	<b>1 932 919,00</b>
<b>9</b>	<b>Vietnam</b>	<b>1 738 170,00</b>
<b>10</b>	<b>Haiti</b>	<b>1 726 634,00</b>
<b>11</b>	<b>Laos</b>	<b>1 582 137,00</b>
<b>12</b>	<b>Cameroun</b>	<b>1 341 800,00</b>
<b>13</b>	<b>Cambodge</b>	<b>1 329 075,00</b>
<b>14</b>	<b>Arménie</b>	<b>1 274 618,00</b>
<b>15</b>	<b>Togo</b>	<b>1 230 514,00</b>
<b>16</b>	<b>Tunisie</b>	<b>1 078 158,00</b>
<b>17</b>	<b>Inde</b>	<b>804 386,00</b>
<b>18</b>	<b>Chine</b>	<b>787 628,00</b>
<b>19</b>	<b>Liban</b>	<b>741 642,00</b>
<b>20</b>	<b>Népal</b>	<b>714 866,00</b>

**TABLEAU 12 / Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD effective pour la notification des apports de 2014, 2015 et 2016**

<b>Pays les moins avancés</b>	<b>Pays à faible revenu</b> (RNB par habitant < = \$ 1 045 en 2013)	<b>Pays et territoires à revenu intermédiaire tranche inf.</b> (RNB par habitant \$ 1 046 - \$ 4 125 en 2013)	<b>Pays et territoires à revenu intermédiaire tranche sup.</b> (RNB par habitant \$ 4 126 - \$ 12 745 en 2013)
Afghanistan Angola Bangladesh Bénin Bhoutan Burkina Faso Burundi Cambodge Comores Djibouti Érythrée Éthiopie Gambie Guinée Guinée équatoriale <sup>1</sup> Guinée-Bissau Haïti Îles Salomon Kiribati République démocratique populaire lao Lesotho Libéria Madagascar Malawi Mali Mauritanie Mozambique Myanmar Népal Niger Ouganda République centrafricaine République démocratique du Congo Rwanda Sao Tomé-et-Principe Sénégal Sierra Leone Somalie Soudan Soudan du Sud Tanzanie Tchad Timor-Leste Togo Tuvalu Vanuatu <sup>1</sup> Yémen Zambie	Kenya République populaire démocratique de Corée Tadjikistan Zimbabwe	Arménie Bolivie Cameroun Cabo Verde Cisjordanie et bande de Gaza Congo Côte d'Ivoire Égypte El Salvador Géorgie Ghana Guatemala Guyana Honduras Inde Indonésie Kirghizistan Kosovo Maroc Micronésie Moldova Mongolie Nicaragua Nigéria Ouzbékistan Pakistan Papouasie-Nouvelle-Guinée Paraguay Philippines République arabe syrienne Samoa Sri Lanka Swaziland Tokélaou Ukraine Viet Nam	Afrique du Sud Albanie Algérie Antigua-et-Barbuda <sup>2</sup> Argentine Azerbaïdjan Biélarus Belize Bosnie-Herzégovine Botswana Brésil Chili <sup>2</sup> Chine (République populaire de) Colombie Costa Rica Cuba Dominique Équateur Ex-République yougoslave de Macédoine Fidji Gabon Grenade Îles Cook Îles Marshall Iran Iraq Jamaïque Jordanie Kazakhstan Liban Libye Malaisie Maldives Maurice Mexique Monténégro Montserrat Namibie Nauru Niue Palaos Panama Pérou République dominicaine Sainte-Lucie Sainte-Hélène Saint-Vincent-et-les-Grenadines Serbie Seychelles Suriname Thaïlande Tonga Tunisie Turkménistan Turquie Uruguay <sup>2</sup> Venezuela Wallis-et-Futuna

(1) La résolution 68/L.20 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée le 4 décembre 2013 stipule que la Guinée équatoriale sera retirée de la catégorie des pays les moins avancés trois ans et demi après l'adoption de la Résolution et que le Vanuatu sera retiré de la catégorie des pays les moins avancés quatre ans après l'adoption de la Résolution.

(2) Antigua-et-Barbuda, le Chili et l'Uruguay ont dépassé le seuil de pays à haut revenu en 2012 et 2013. Conformément aux règles du CAD applicables à la révision de cette liste, ces trois pays seront retirés de la liste en 2017 s'ils continuent d'être des pays à haut revenu jusqu'en 2016.



---

La France est le 4<sup>e</sup> contributeur mondial d'Aide publique au développement (APD). Les collectivités territoriales françaises contribuent à cette aide et leurs actions extérieures dans les pays en développement viennent renforcer les effets de l'APD française :

- En permettant à l'APD de se diffuser dans les territoires de nombreux pays partenaires. En 2015, 101 pays étaient concernés par l'APD des collectivités françaises ;
- En couplant l'APD à d'autres projets qui ne relèvent pas de la solidarité internationale mais complémentaires de l'APD, tels que des projets culturels, d'échanges de jeunes, d'accompagnement et de promotion des entreprises, etc.
- En facilitant la reconnaissance des autorités locales et régionales comme des acteurs pivots pour le développement inclusif de tous les territoires d'un pays.

Chaque année, les collectivités territoriales françaises et leurs groupements doivent déclarer leur contribution à l'APD (article L. 1115-6 du Code général des collectivités territoriales), sur le site [www.cncd.fr](http://www.cncd.fr). Ces données sont ensuite prises en compte dans l'APD de la France et figurent dans le rapport annuel du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Ce rapport a pour objectif de présenter de manière détaillée l'Aide publique au développement des collectivités territoriales en 2015. Il s'appuie sur les données recueillies lors de la campagne de télédéclaration effectuée en 2016.

### **Commission nationale de la coopération décentralisée**

Instituée par la loi du 6 février 1992, la CNCD rassemble à parité les représentants de 8 associations nationales de collectivités locales, des ministères concernés par l'action extérieure des collectivités territoriales et de 6 opérateurs du MAEDI. Elle peut formuler toutes propositions visant à améliorer et renforcer les modalités d'exercice de l'action extérieure des collectivités territoriales.

Son secrétariat général est assuré par la Délégation à l'action extérieure des collectivités territoriales du ministère des Affaires étrangères et du Développement international.

